

RAPPORT FINANCIER 2008

Exercice terminé le 31 décembre

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

Code géographique : 66062

Code :
01

Nom officiel : Hampstead

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Membres du conseil et fonctionnaires	4
Rapport du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier	5
ÉTATS FINANCIERS	
Rapport du vérificateur externe sur les états financiers	7
Rapport du vérificateur général sur les états financiers	7.1
État de la situation financière	8
État des activités financières de fonctionnement et d'investissement	9
État de l'évolution de la situation financière	10
États complémentaires	
Activités financières de fonctionnement à des fins fiscales	11
Activités financières d'investissement à des fins fiscales	12
Surplus (déficit) accumulé	13
Réserves financières et fonds réservés	14
Montant à pourvoir dans le futur	15
Notes complémentaires aux états financiers	16
Renseignements complémentaires	
Annexe A - Dépenses par objets	17
Annexe B - Dette à long terme	18
Annexe C - Endettement total net à long terme	20
Annexe D - Informations sectorielles (1)	
État de la situation financière par organismes	21
Activités financières de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	22
Dépenses par objets par organismes	23
AUTRES RENSEIGNEMENTS VÉRIFIÉS	
Taux global de taxation réel	
Rapport du vérificateur externe ou général sur le taux global de taxation réel	26
Conciliation des revenus de taxes	27
Revenus admissibles	28
Calcul du taux global de taxation réel	29

(1) Les pages concernant les informations sectorielles ne s'impriment pas lorsque le rapport financier est non consolidé.

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON VÉRIFIÉS

Analyse des revenus	
Taxes	31
Paielements tenant lieu de taxes	32
Transferts	33
Services rendus	35
Imposition de droits, amendes et pénalités, intérêts et autres revenus	37
Analyse des dépenses de fonctionnement	38
Analyse des dépenses de quotes-parts	40
Analyse des dépenses d'immobilisations selon leur nature	41
Fonds de roulement - Capital autorisé	42
Financement des projets en cours	43
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	43
Analyse du coût des services municipaux	44
Analyse de la rémunération	46
Analyse de l'activité eau et égout	46
Analyse des avantages sociaux futurs	47
Analyse des activités financières de fonctionnement à des fins fiscales du réseau d'électricité	48
Taux des taxes	49
Questionnaire	51
Autres données	53
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2010	54
Confirmation de la transmission électronique	55

MEMBRES DU CONSEIL

MAIRE William Steinberg

CONSEILLERS

Bonnie Feigenbaum
David Sternthal
Michael Goldwax

Leon Elfassy
Abraham Gonshor
Clifford Borden

FONCTIONNAIRES

DIRECTEUR GÉNÉRAL Richard Sun

GREFFIER Chantal Bergeron

TRÉSORIER OU
SECRÉTAIRE-TRÉSORIER Charles Ohayon

**RAPPORT DU TRÉSORIER
OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Charles Ohayon, atteste que le rapport financier de

Hampstead pour l'exercice terminé le 31 décembre 2008,
(Nom de l'organisme)

a été préparé conformément à la loi qui régit cet organisme.

Date 2009-03-13 Signature _____

Téléphone (514) 369-6430 Télécopieur (514) 369-8229
(Ind. rég.) (Numéro) (Ind. rég.) (Numéro)

Dernière modification avant dépôt : 2009-06-01 12:15:23

Dernière modification : 2009-06-01 12:15:23

Réservé au ministère

2 137 602	996 123	10 494 569	0,7811
-----------	---------	------------	--------

ÉTATS FINANCIERS

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR EXTERNE
SUR LES ÉTATS FINANCIERS**

Aux membres du conseil,

Nous avons vérifié l'état de la situation financière de la Ville de Hampstead au 31 décembre 2008 et les états des activités financières de fonctionnement et d'investissement, de l'évolution de la situation financière, des activités financières de fonctionnement à des fins fiscales, des activités financières d'investissement à des fins fiscales, du surplus accumulé, des réserves financières et fonds réservés et des montants à pourvoir dans le futur de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la ville. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la ville au 31 décembre 2008, ainsi que des résultats de ses activités et de l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

NOM DU CABINET

(Signature)

NOM DU VÉRIFICATEUR EXTERNE

(Signature)

NOM DU VÉRIFICATEUR EXTERNE

(Caractères d'imprimerie)

Goudreau Poirier inc.

LIEU Vaudreuil-Dorion

DATE 2009-03-13

Dernière modification avant dépôt : 2009-06-01 12:15:23

Dernière modification : 2009-06-01 12:15:23

Réservé au ministère

2 137 602

996 123

10 494 569

0,7811

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
SUR LES ÉTATS FINANCIERS**

Aux membres du conseil,

LE VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL DE _____

NOM DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
(Signature) _____

NOM DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
(Caractères d'imprimerie) _____

LIEU _____ DATE _____

Dernière modification avant dépôt : 2009-06-01 12:15:23

Dernière modification : 2009-06-01 12:15:23

Réservé au ministère

2 137 602	996 123	10 494 569	0,7811
-----------	---------	------------	--------

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2008**

		2008	2007
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse (note 4)	1	4 846 844	5 282 481
Placements temporaires (note 4)	2		
Débiteurs (note 5)	3	969 230	1 047 204
Prêts (note 9)	4		
Placements à long terme (note 10)	5	18 295	21 830
Participations dans des entreprises municipales (note 18)	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 20)	7	19 300	
Autres actifs financiers (note 8)	8		
	9	5 853 669	6 351 515
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 11)	10	20 641 242	18 203 674
Propriétés destinées à la revente (note 8)	11		
Stocks de fournitures (note 6)	12	212 280	212 280
Autres actifs non financiers (note 7)	13	100 286	116 315
	14	20 953 808	18 532 269
	15	26 807 477	24 883 784
PASSIFS			
Découvert bancaire	16		
Emprunts temporaires	17		
Créditeurs et frais courus (note 12)	18	3 275 493	3 494 081
Revenus reportés (note 14)	19	734 094	70 530
Dette à long terme (note 15)	20	12 967 700	12 265 610
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 20)	21		
Autres charges à payer (note 13)	22		
	23	16 977 287	15 830 221
AVOIR DES CONTRIBUABLES			
Surplus (déficit) accumulé	24	2 137 602	2 604 779
Réserves financières et fonds réservés	25	47 388	538 902
Montant à pourvoir dans le futur	26	(46 637)	(50 012)
	27	2 138 353	3 093 669
Investissement net dans les éléments d'actif à long terme (note 18)	28	7 691 837	5 959 894
	29	9 830 190	9 053 563
	30	26 807 477	24 883 784
Engagements contractuels (note 22)			
Éventualités (note 23)			

**ÉTAT DES ACTIVITÉS FINANCIÈRES DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2008**

		<u>2008</u>	<u>2007</u>
		Réalizations	Réalizations
Revenus			
Taxes	1	10 494 569	12 196 522
Paiements tenant lieu de taxes	2	64 632	73 366
Quotes-parts	3		
Transferts (note 19)	4	413 275	38 197
Services rendus	5	715 703	649 699
Imposition de droits	6	923 958	934 536
Amendes et pénalités	7	287 138	224 080
Intérêts	8	273 098	347 798
Autres revenus	9	16 281	52 774
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10		
	11	13 188 654	14 516 972
Dépenses de fonctionnement et d'immobilisations			
Administration générale	12	3 496 551	5 036 790
Sécurité publique	13	629 078	666 454
Transport	14	5 811 373	4 822 097
Hygiène du milieu	15	1 559 973	1 432 558
Santé et bien-être	16	137 555	127 391
Aménagement, urbanisme et développement	17	179 220	159 660
Loisirs et culture	18	2 378 085	2 515 352
Réseau d'électricité	19		
Frais de financement	20	657 760	539 521
	21	14 849 595	15 299 823
Surplus (déficit) de l'exercice	22	(1 660 941)	(782 851)
Autres investissements	23	(10 915)	(10 915)
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	24	897 300	2 696 459
Financement à long terme des activités d'investissement	25	697 800	306 541
Remboursement de la dette à long terme	26	(893 010)	(685 100)
	27	691 175	2 306 985
Fonds transférés de l'investissement net dans les éléments d'actif à long terme et autres transferts	28	14 450	(10 915)
Variation des fonds de l'exercice	29	(955 316)	1 513 219
Solde des fonds au début de l'exercice	30	3 093 669	1 918 610
Redressement aux exercices antérieurs	31		(338 160)
Solde des fonds redressé au début de l'exercice (note 3)	32	3 093 669	1 580 450
Solde des fonds à la fin de l'exercice	33	2 138 353	3 093 669

**ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2008**

		2008	2007
Activités de fonctionnement			
Surplus (déficit) de l'exercice	1	(1 660 941)	(782 851)
Éléments n'impliquant aucun mouvement de liquidités			
- Redressement	2		(338 160)
-	3		
	4	(1 660 941)	(1 121 011)
Éléments n'affectant pas le fonctionnement			
Acquisition d'immobilisations	5	3 527 256	2 613 148
Cession d'immobilisations	6		(49 900)
Autres			
-	7		
-	8		
	9	1 866 315	1 442 237
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	10	77 974	349 943
Autres actifs financiers	11		
Stocks de fournitures	12		
Autres actifs non financiers	13	16 029	316 699
Créditeurs et frais courus	14	(218 588)	(190 246)
Revenus reportés	15	663 564	(3 056)
Autres charges à payer	16		
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	17	(19 300)	
	18	2 385 994	1 915 577
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations	19	(3 527 256)	(2 613 148)
Acquisition de placements à long terme	20	(10 915)	(10 915)
Cession d'immobilisations	21		49 900
Autres			
- Placement UMQ	22	14 450	(10 915)
-	23		
	24	(3 523 721)	(2 585 078)
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	25	1 595 100	3 003 000
Remboursement de la dette à long terme	26	(893 010)	(685 100)
Autres			
-	27		
-	28		
	29	702 090	2 317 900
Augmentation (diminution) des liquidités	30	(435 637)	1 648 399
Situation des liquidités au début (note 3)	31	5 282 481	3 634 082
Situation des liquidités à la fin	32	4 846 844	5 282 481

Les liquidités sont composées de l'encaisse, des placements temporaires, du découvert bancaire et des emprunts temporaires.

**ACTIVITÉS FINANCIÈRES DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2008**

		2008		2007
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Taxes	1	10 555 659	10 494 569	12 196 522
Paiements tenant lieu de taxes	2	19 000	64 632	73 366
Quotes-parts	3			
Transferts	4	135 000	413 275	38 197
Services rendus	5	563 246	715 703	649 699
Imposition de droits	6	791 500	923 958	934 536
Amendes et pénalités	7	240 000	287 138	224 080
Intérêts	8	181 450	273 098	347 798
Autres revenus	9		16 281	52 774
	10	12 485 855	13 188 654	14 516 972
Dépenses de fonctionnement				
Administration générale	11	3 167 447	3 451 407	4 934 561
Sécurité publique	12	650 460	623 176	601 754
Transport	13	2 732 351	2 982 591	2 855 632
Hygiène du milieu	14	1 239 721	1 239 219	1 280 633
Santé et bien-être	15		137 555	127 391
Aménagement, urbanisme et développement	16	176 274	160 975	159 660
Loisirs et culture	17	2 241 812	2 069 656	2 187 523
Réseau d'électricité	18			
Frais de financement	19	448 926	657 760	539 521
	20	10 656 991	11 322 339	12 686 675
Surplus (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	21	1 828 864	1 866 315	1 830 297
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement (note 17)	22		897 300	2 696 459
Remboursement de la dette à long terme	23	(949 070)	(893 010)	(685 100)
	24	(949 070)	4 290	2 011 359
Affectations				
Activités d'investissement	25	(879 794)	(888 598)	(1 771 063)
Surplus (déficit) accumulé non affecté	26		14 450	(10 915)
Surplus accumulé affecté	27			
Réserves financières et fonds réservés	28		3 041	(3 839)
Montant à pourvoir dans le futur	29		(3 375)	(3 180)
	30	(879 794)	(874 482)	(1 788 997)
	31	(1 828 864)	(870 192)	222 362
Surplus (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	32		996 123	2 052 659

**ACTIVITÉS FINANCIÈRES D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2008**

		2008		2007
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Taxes	1			
Quotes-parts	2			
Transferts	3			
Autres revenus				
Contributions des promoteurs	4			
Autres	5			
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	6			
	7			
Dépenses d'immobilisations				
Administration générale	8	61 000	45 144	102 229
Sécurité publique	9		5 902	64 700
Transport	10	765 000	2 828 782	1 966 465
Hygiène du milieu	11	350 000	320 754	151 925
Santé et bien-être	12			
Aménagement, urbanisme et développement	13	50 000	18 245	
Loisirs et culture	14	184 500	308 429	327 829
Réseau d'électricité	15			
	16	1 410 500	3 527 256	2 613 148
Surplus (déficit) d'investissement avant conciliation à des fins fiscales	17	(1 410 500)	(3 527 256)	(2 613 148)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Autres investissements				
Propriétés destinées à la revente	18	()	()	()
Prêts	19	()	()	()
Placements à titre d'investissement	20	()	10 915	10 915
Participations dans des entreprises municipales	21	()	()	()
	22	()	10 915	10 915
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	23		697 800	306 541
Affectations				
Activités de fonctionnement	24	879 794	888 598	1 771 063
Surplus accumulé non affecté	25	530 706	1 463 300	
Surplus accumulé affecté	26			
Réserves financières et fonds réservés	27			
	28	1 410 500	2 351 898	1 771 063
	29	1 410 500	3 038 783	2 066 689
Surplus (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	30		(488 473)	(546 459)

**SURPLUS (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2008**

	Virement de		Virement à		Solde
NON AFFECTÉ - SOLDE AU 1^{ER} JANVIER				1	2 052 939
Redressement aux exercices antérieurs (note 3)				2	
Solde redressé				3	2 052 939
Affectation - activités de fonctionnement			4	5	(14 450)
Affectation - activités d'investissement			6	7	(1 463 300)
Affectation - surplus accumulé affecté	8	530 706	9	10	285 206
Affectation - réserves financières	11		12	13	
Affectation - fonds réservés	14		15	16	
Surplus (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	17	996 123		18	996 123
Autres					
- Placement - UMQ	19	14 450	20	21	14 450
-	22		23	24	
NON AFFECTÉ - SOLDE AU 31 DÉCEMBRE	25	1 541 279	26	27	1 870 968
AFFECTÉ - SOLDE AU 1^{ER} JANVIER				28	551 840
Redressement aux exercices antérieurs (note 3)				29	
Solde redressé				30	551 840
Affectation - activités de fonctionnement	31		32	33	
Affectation - activités d'investissement			34	35	
Affectation - surplus accumulé non affecté	36	245 500	37	38	(285 206)
Affectation - réserves financières	39		40	41	
Affectation - fonds réservés	42		43	44	
Autres					
-	45		46	47	
-	48		49	50	
AFFECTÉ - SOLDE AU 31 DÉCEMBRE (note 16)	51	245 500	52	53	266 634
SURPLUS (DÉFICIT) ACCUMULÉ AU 31 DÉCEMBRE	54	1 786 779	55	56	2 137 602

**RÉSERVES FINANCIÈRES ET FONDS RÉSERVÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2008**

	Solde au 1 ^{er} janvier	Redresse- ment aux exercices antérieurs (note 3)	Activités de fonctionnement		Activités d'investissement		Solde au 31 décembre			
			Virement de	Virement à	Virement de	Virement à				
RÉSERVES FINANCIÈRES										
-	1	2	3	4	5	6	7			
-	8	9	10	11	12	13	14			
-	15	16	17	18	19	20	21			
-	22	23	24	25	26	27	28			
	29	30	31	32	33	34	35			
FONDS RÉSERVÉS										
Fonds de roulement (note 21)	36	37	38	39	40	41	42			
Fonds parcs et terrains de jeux	43	44	45	46	47	48	49			
Société québécoise d'assainissement des eaux	50	51	52	53	54	55	56			
Financement des projets en cours	57	392 978	58	59	60	61	(488 473) ⁶²	129 188 ⁶³	(224 683)	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	64	77 921	65	66	17 506 ⁶⁷	68	129 188 ⁶⁹	70	224 615	
Fonds d'amortissement	71	72	73	74				75		
Financement des activités de fonctionnement	76	68 003	77	78	79	20 547			80	47 456
Autres										
-	81	82	83	84	85	86	87	88	89	
-	90	91	92	93	94	95	96	97	98	
-	99	100	101	102	103	104	105	106	107	
-	108	109	110	111	112	113	114	115	116	
-	117	118	119	120	121	122	123	124	125	
	126	538 902	127	128	17 506 ¹²⁶	20 547 ¹²⁷	(359 285) ¹²⁸	129 188 ¹²⁹	47 388	
	130	538 902	131	132	17 506 ¹³³	20 547 ¹³⁴	(359 285) ¹³⁵	129 188 ¹³⁶	47 388	

**MONTANT À POURVOIR DANS LE FUTUR
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2008**

	Solde au 1^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 3)	Ajouter	Déduire	Solde au 31 décembre
Modifications comptables du 1^{er} janvier 2000					
Salaires et avantages sociaux	1	11		26	36
Intérêts sur la dette à long terme	2	50 012	12	27	37
Élections (solde reporté au 31 décembre 2006)	3		13	28	38
Avantages sociaux futurs					
Déficit initial net au 1^{er} janvier 2007					
Régimes capitalisés	4	14		29	39
Régimes non capitalisés	5	15		30	40
Constatés postérieurement au 1^{er} janvier 2007 (régimes non capitalisés)					
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	6	16	21	31	41
Autres	7	17	22	32	42
-	8	18	23	33	43
-	9	19	24	34	44
	10	50 012	20	25	35
				3 375	45
					46 637

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2008**

1. Statut de l'organisme municipal

Décret 971-2005, 19 octobre 2005.

Concernant la reconstitution de la Ville de Hampstead

Le 1er janvier 2002, a été constituée de la Ville de Montréal par l'entrée en vigueur de l'article 1 et de l'annexe 1 de la Loi portant réforme de l'organisation territoriale municipale des régions métropolitaines;

Le territoire de cette ville comprend notamment celui de l'ancienne Ville de Hampstead; conformément à la Loi concernant la consultation des citoyens sur la réorganisation territoriale de certaines municipalités, un scrutin référendaire a été tenu le 20 juin 2004 dans le secteur de la ville correspondant au territoire de l'ancienne Ville de Hampstead sur l'éventualité de reconstituer cette ancienne municipalité;

Que la réponse donnée par les personnes habiles à voter à la question référendaire a été réputée affirmative au sens de l'article 43 de cette loi;

Que par le décret numéro 596-2004 du 21 juin 2004, le gouvernement a, conformément à l'article 51 de cette loi, constitué un comité de transition pour participer, avec les administrateurs et les employés de la ville, et, le cas échéant, avec les personnes élues par anticipation dans la municipalité reconstituée, à l'établissement des conditions les plus aptes à faciliter la transition entre les administrations municipales successives;

En vertu de l'article 123 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations, de décréter la reconstitution de la Ville de Hampstead, sur la recommandation de la ministre des Affaires municipales et des Régions, à compter du 1er janvier 2006, aux conditions suivantes:

-La Ville de Hampstead est une municipalité locale régie par la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., c. C.-19).

-Le territoire de la municipalité est celui dont la description, a été faite par le ministre des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs le 2 février 2005.

-La première séance du conseil de la municipalité s'est tenue au centre communautaire Irving L. Adessky, situé au 30, rue Lyncroft.

-La municipalité est réputée avoir obtenu une reconnaissance en vertu du deuxième alinéa de l'article 29.1 de la Charte de la langue française.

-Dès sa constitution, la municipalité succède, à l'égard de son territoire, aux droits et obligations de la Ville de Montréal reliés à une compétence autre que d'agglomération; tous les actes accomplis par la ville à leur égard sont réputés être des actes de la municipalité. Elle devient, sans reprise d'instance, partie à toute instance à laquelle était partie, avant la constitution de la Ville, l'ancienne Ville de Hampstead.

Les règlements, résolutions ou autres actes de la ville, en tant qu'ils sont, immédiatement avant la reconstitution de la ville, applicables sur tout ou partie du territoire décrit en annexe et qu'ils sont reliés à une compétence visée au premier alinéa, sont réputés être des règlements, résolutions et actes de la municipalité.

Les deux premiers alinéas s'appliquent sous réserve de toute disposition de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations ou du décret concernant l'agglomération de Montréal pris en vertu de l'article 135 de cette loi.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2008**

2. Principales méthodes comptables**A) Périmètre comptable**

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

Les états financiers sont établis selon les principes comptables généralement reconnus du Canada tout en tenant compte des éléments de conciliation qui relèvent des lois municipales. À cette fin, des états financiers complémentaires sont également présentés.

C) Stocks de fournitures

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement, le coût étant déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

D) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Toutefois, les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations sont amorties sur la durée de vie utile du bien selon la méthode et le nombre d'années suivants :

Infrastructures	Linéaire	15, 20, 30 et 40 ans
Bâtiments	Linéaire	15, 30 et 40 ans
Véhicules	Linéaire	10 et 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	Linéaire	5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	Linéaire	10 et 20 ans

La dépense d'amortissement est reflétée à l'état du coût des services municipaux.

E) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2008****F) Avantages sociaux futurs****Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La dépense de fonctionnement correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

La dépense de fonctionnement est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants. Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : méthode de répartition des prestations constituées, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués selon la méthode suivante: valeur lissée cinq (5) ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le surplus initial au titre des avantages sociaux futurs constaté en date du 1er janvier 2007 correspond à la somme des surplus initiaux moins les déficits initiaux en prenant en considération tous les régimes, capitalisés et non capitalisés. La constatation s'est faite par redressement du surplus (déficit) accumulé affecté des exercices antérieurs. Ce redressement fait l'objet en contrepartie d'un actif pour avantages sociaux futurs.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2008**

G) Montant à pourvoir dans le futur

Le montant à pourvoir dans le futur correspond à des dépenses de fonctionnement comptabilisées dans l'exercice ou antérieurement qui font l'objet de taxation différée. Il est créé aux fins suivantes suite à un choix exercé par l'organisme municipal et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation à l'état des activités financières de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :
- pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des taxes de secteur à percevoir et des montants à recouvrer de tiers) : sur la durée restante des dettes correspondantes.

H) Autres élémentsAutres actifs - frais de financement

Les frais d'escompte lors de l'émission de dettes à long terme sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée du financement ou du refinancement.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2008**

	2008	2007	
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants:			
Encaisse	1		
Placements temporaires	2		
Placements à long terme	3		
Note			
<hr/>			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	307 928	661 410
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	30 717	
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	210 696	193 167
Organismes municipaux	8	70 796	
Autres			
- Mutations et autres	9	340 479	170 234
- Intérêts courus	10	8 614	22 393
	11	969 230	1 047 204
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12		
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15		
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16		
Note			
<hr/>			
6. Stocks de fournitures			
- Pièces aqued, égout, signal.	17	212 280	212 280
-	18		
-	19		
-	20		
	21	212 280	212 280
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2008**

		2008	2007
7. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance	22	52 830	48 312
Frais reportés			
-	23		
- Frais de financement	24	47 456	68 003
-	25		
-	26		
	27	100 286	116 315
Note			
8. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	28		
Immeubles industriels municipaux	29		
Travaux en cours	30		
Autres	31		
	32		
Présentées à titre d'autres actifs financiers	33		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste propriétés destinées à la revente	34		
Note			
9. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	35		
Prêts sur immeubles industriels municipaux	36		
Prêts à un fonds d'investissement	37		
Autres			
-	38		
-	39		
	40		
Note			
10. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	41	18 295	21 830
Autres placements	42		
	43	18 295	21 830
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2008**

11. Immobilisations corporelles		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	44		72		99		126	
Eaux usées	45		73		100		127	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	46	7 782 345	74	3 319 952	101		128	11 102 297
Autres	47	17 921 830	75	327 339	102		129	18 249 169
Réseau d'électricité	48		76		103		130	
Bâtiments	49	1 910 597	77	182 620	104		131	2 093 217
Améliorations locatives	50		78		105		132	
Véhicules	51	3 095 598	79	100 640	106		133	3 196 238
Ameublement et équipement de bureau	52	1 235 014	80	55 502	107		134	1 290 516
Machinerie, outillage et équipement divers	53	1 235 501	81	677 413	108		135	1 912 914
Terrains	54	1 132 102	82		109		136	1 132 102
Autres	55	15 335	83	27 233	110		137	42 568
	56	<u>34 328 322</u>	84	<u>4 690 699</u>	111		138	<u>39 019 021</u>
Immobilisations en cours	57	<u>1 388 126</u>	85	<u>(1 163 443)</u>	112		139	<u>224 683</u>
	58	<u>35 716 448</u>	86	<u>3 527 256</u>	113		140	<u>39 243 704</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	59		87		114		141	
Eaux usées	60		88		115		142	
Chemin, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	61	4 837 075	89	186 790	116		143	5 023 865
Autres	62	8 768 418	90	472 290	117		144	9 240 708
Réseau d'électricité	63		91		118		145	
Bâtiments	64	881 354	92	51 490	119		146	932 844
Améliorations locatives	65		93		120		147	
Véhicules	66	1 325 569	94	175 746	121		148	1 501 315
Ameublement et équipement de bureau	67	1 064 322	95	61 975	122		149	1 126 297
Machinerie, outillage et équipement divers	68	620 701	96	140 035	123		150	760 736
Autres	69	15 335	97	1 362	124		151	16 697
	70	<u>17 512 774</u>	98	<u>1 089 688</u>	125		152	<u>18 602 462</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	71	<u>18 203 674</u>					153	<u>20 641 242</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2008**

		2008	2007
12. Crédoeurs et frais courus			
Fournisseurs	154	1 324 487	1 349 314
Salaires et retenues à la source	155	608 759	699 734
Dépôts et retenues de garantie	156	637 484	439 149
Gouvernement du Québec et ses entreprises	157	3 666	410 397
Gouvernement du Canada et ses entreprises	158		
Organismes municipaux	159	491 804	399 590
Intérêts courus sur la dette à long terme	160	106 331	101 435
Autres courus et passifs	161	102 962	94 462
	162	3 275 493	3 494 081

Note**13. Autres charges à payer**

Provision pour contestations d'évaluation	163		
Passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	164		
Autres			
-	165		
-	166		
	167		

Note**14. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	168		
Transferts	169	672 223	
Autres			
- Excédent actuariel CARRA	170	60 618	66 885
- Inscip-Loisirs	171	1 253	3 645
	172	734 094	70 530

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2008**

		2008	2007
15. Dette à long terme			
Obligations et billets			
Monnaie canadienne	173	12 967 700	12 265 610
Monnaies étrangères	174		
Taux d'intérêt			
Variant de 3,85 à 4,99 %,			
Échéant de 2011 à 2028			
Autres dettes à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	175		
Organismes municipaux	176		
Autres	177		
	178	12 967 700	12 265 610
La répartition de la dette à long terme s'établit de la façon suivante :			
Sommes accumulées			
Surplus accumulé affecté	179		
Fonds réservés			
-	180		
-	181		
-	182		
	183		
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	184		
Organismes municipaux	185		
Autres tiers	186		
Autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme			
	187		
Montant à la charge			
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	188	12 967 700	12 265 610
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	189		
De la municipalité	190		
	191	12 967 700	12 265 610

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les cinq prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme	Total
2009	192	1 021 000	197	202	1 021 000
2010	193	1 069 200	198	203	1 069 200
2011	194	1 122 100	199	204	1 122 100
2012	195	602 000	200	205	602 000
2013	196	559 100	201	206	559 100

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2008**

		2008	2007
16. Surplus accumulé affecté			
- Équipement - Parc Hampstead	207	10 000	10 000
- Équipement - Parc Langhorne	208	11 134	11 134
- Exercice subséquent	209	245 500	530 706
-	210		
-	211		
-	212		
-	213		
-	214		
-	215		
-	216		
	217	266 634	551 840

Note**17. Financement à long terme des activités de fonctionnement**

Le montant de 897 300\$ représente le financement à long terme du paiement à la municipalité centrale dans le cadre de la mesure d'atténuation des taux de taxes d'agglomération pour l'exercice 2008.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2008**

		2008	2007
18. Investissement net dans les éléments d'actif à long terme			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles	218	20 641 242	18 203 674
Propriétés destinées à la revente	219		
Prêts	220		
Placements à titre d'investissement	221	18 295	21 830
Participations dans des entreprises municipales	222		
	223	20 659 537	18 225 504
Éléments de passif			
Dette à long terme	224	12 967 700	12 265 610
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	225	() ()	() ()
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	226	() ()	() ()
	227	12 967 700	12 265 610
Autres	228		
	229	12 967 700	12 265 610
	230	7 691 837	5 959 894

Note**19. Transferts**

Gouvernement du Québec	231	413 275	38 197
Gouvernement du Canada	232		
	233	413 275	38 197

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2008**

20. Avantages sociaux futurs

	<u>Section de la note</u>		<u>2008</u>	<u>2007</u>
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs				
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	A	234	19 300	
(Passif) des régimes à prestations déterminées non capitalisés	B	235	()	()
Actif (passif) net présenté à la fin de l'exercice		236	<u>19 300</u>	<u>()</u>
Dépense de fonctionnement				
Régimes à prestations déterminées capitalisés	A	237	377 500	314 800
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	B	238		
Régimes de retraite à cotisations déterminées	C	239		
Autres régimes (REER et autres)	D	240		
Régimes de retraite des élus municipaux	E	241	6 267	6 701
		242	<u>383 767</u>	<u>321 501</u>

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés		Régimes supplémentaires de retraite		Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	243	<u>1</u>	244	<u>()</u>	245

Description des régimes et autres renseignements tels la formule de prestations, les politiques de capitalisation et de placement et les modifications/événements survenus au cours de l'exercice

La description du Régime de retraite des employés de la Ville de Hampstead fournie ci-dessous ne constitue qu'un résumé. Pour une information complète, on devra se référer au texte du règlement numéro 569 (incluant les amendements s'y référant) qui constitue le règlement officiel de ce régime de retraite.

a) Généralités

La Ville de Hampstead offre à l'ensemble de ses employés un régime de retraite contributif à prestations déterminées. En vertu du régime, les cotisations sont versées par l'employeur et les adhérents. Le régime est enregistré conformément à la Loi sur les régimes complémentaires de retraite sous le numéro 21403 et à l'Agence du revenu du Canada sous le numéro 0320994.

Le 1er janvier 2002, la Ville de Hampstead a été fusionnée à la Ville de Montréal. L'employeur et promoteur du régime est donc devenu la Ville de Montréal à compter de cette date. Une défusion de certaines villes de la Ville de Montréal a eu lieu le 1er janvier 2006 dont la Ville de Hampstead faisait partie. Ainsi, la Ville de Hampstead est redevenue l'employeur et promoteur du Régime à cette date.

Depuis le 1er janvier 2006, les pompiers ont cessé de cotiser dans le régime de retraite des employés de la Ville de Hampstead. Il a été prévu de transférer au 31 décembre 2007, les services passés accumulés des pompiers dans le régime de retraite des employés de la Ville de Hampstead au régime de retraite des pompiers de la Ville de Montréal dans le contexte de la scission du Régime, tel qu'établi dans le rapport de scission.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2008**

b) Politique de capitalisation

En vertu de la Loi sur les régimes complémentaires de retraite, le promoteur du régime, la Ville de Hampstead, doit financer le régime de façon à constituer les prestations et les remboursements déterminés selon les dispositions du régime ainsi que les montants nécessaires aux fins d'amortir tout déficit actuariel de la caisse de retraite, s'il en est. La valeur de ces sommes est établie au moyen d'une évaluation actuarielle triennale.

c) Âge de retraite

La date de retraite normale d'un participant désigné par la Ville de Hampstead à titre de travailleur manuel, de pompier ou d'officier de sécurité publique est le premier jour du mois qui coïncide avec, ou qui suit, le 60^e anniversaire de naissance du participant. La date de retraite normale d'un participant désigné par la Ville de Hampstead à titre d'employé administratif est le premier jour du mois qui coïncide avec ou qui suit le 65^e anniversaire de naissance du participant.

Un participant peut reporter la date de retraite après la date de retraite normale selon les dispositions établies par l'employeur et en accord avec les lois afférentes. De plus, le participant qui termine son emploi à une date qui précède la date de sa retraite normale d'au plus dix ans est admissible à une rente de retraite anticipée, réduite, le cas échéant, selon les dispositions du Régime.

d) Prestations de retraite

Pour les années de service décomptées au 1^{er} janvier 1988 :

Un participant qui prend sa retraite a droit à une rente annuelle égale à l'excédent, le cas échéant, de (i) sur (ii) tel qui suit :

(i) 1,40 % de son salaire de 2001 jusqu'à concurrence du MAGA 2001, plus 2 % de son salaire qui excède le MAGA 2001, le cas échéant, pour chaque année de service décomptée avant le 1^{er} janvier 1988.

(ii) sa rente annuelle selon les annuités contractuelles assurées du groupe payable à la date de retraite normale. Le salaire de 2001 correspond au taux de salaire au 1^{er} janvier 2001.

Pour les années de service décomptées du 1^{er} janvier 1988 au 31 décembre 1999 :

Un participant qui prend sa retraite le ou avant le 1^{er} janvier 2000 a droit à une rente annuelle égale à 1,65 % de son salaire annuel moyen pendant les 60 derniers mois de service continu jusqu'à la moyenne des cinq (5) dernières MAGA plus 2 % de ce salaire annuel moyen qui excède cette moyenne de MAGA, le cas échéant, pour chaque année de service décomptée du 1^{er} janvier 1988 au 31 décembre 1999.

Pour les années de service décomptées le ou après le 1^{er} janvier 2000 :

Un participant qui prend sa retraite le ou après le 1^{er} janvier 2000 a droit à une rente annuelle égale à 1,40 % de son salaire annuel moyen pendant les 60 derniers mois de service continu jusqu'à la moyenne des cinq (5) dernières MAGA plus 2 % de ce salaire annuel moyen qui excède cette moyenne de MAGA, le cas échéant, pour chaque année de service décomptée depuis le 1^{er} janvier 2000.

Supplément de transition pour les années de service décomptées depuis le 1^{er} janvier 1988:

Un participant qui prend sa retraite le ou après le 1^{er} janvier 2000 a droit à une rente payable jusqu'au premier jour du mois précédent ses 65 ans. Cette rente correspond à 0,6% de son salaire annuel moyen pendant les 60 derniers mois jusqu'à concurrence de la moyenne des cinq (5) dernières MAGA.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2008**

e) Prestations de cessation d'emploi

Tout participant qui cesse sa participation active au régime a droit à une prestation de départ (sous réserve des règles d'immobilisation des fonds). Le participant qui cesse son emploi a droit, en vertu du régime, à la rente qu'il a accumulée au moment de sa cessation, différée jusqu'à sa date de retraite normale. Un participant peut choisir de recevoir sa rente à n'importe quel moment dans les dix (10) années de la date de retraite normale, sujette à une réduction actuarielle. De plus, le participant a également droit à une rente supplémentaire provenant de ses cotisations excédentaires, le cas échéant, à l'égard de ses années de service décomptées à compter du 1er janvier 1990, ainsi qu'à une prestation additionnelle pour ses années de service décomptées à compter du 1er janvier 2001, le cas échéant. Le participant peut également choisir de transférer la valeur de sa rente dans un autre véhicule de retraite enregistré, sous réserve des limites applicables.

f) Prestations en cas de décès avant la retraite

Une prestation en cas de décès avant la retraite est versée au conjoint ou à ses ayants droits. Pour les années de service après le 1er janvier 1990, la prestation payée sera égale à la valeur commuée de la rente différée accumulée par le participant au moment de son décès. Pour les années de service avant le 1er janvier 1990, un remboursement des cotisations du participant au régime avec intérêt, est effectué.

		<u>2008</u>	<u>2007</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	246	32 100	
Dépense de fonctionnement	247	377 500	314 800
Cotisations versées par l'employeur	248	364 700	314 800
Actif (passif) à la fin de l'exercice	249	<u>19 300</u>	
Situation actuarielle aux fins de comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	250	13 982 000	15 690 400
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	251	<u>(16 731 200)</u>	<u>(15 997 300)</u>
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	252	<u>(2 749 200)</u>	<u>(306 900)</u>
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	253	<u>2 768 500</u>	<u>339 000</u>
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	254	19 300	32 100
Provision pour moins-value (s'il y a lieu en cas d'actif)	255	<u>()</u>	<u>()</u>
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	256	<u>19 300</u>	<u>32 100</u>

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2008**

	<u>2008</u>	<u>2007</u>
Situation actuarielle aux fins de comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	257	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	258	13 982 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	259	(16 731 200)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	260	(2 749 200)
Dépense de fonctionnement		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	261	410 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	262	404 200
	263	410 000
Cotisations salariales des employés	264	(159 000)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	265	()
	266	251 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	267	33 600
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	268	909 800
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	269	(26 700)
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	270	
Variation de la provision pour moins-value	271	(909 800)
Autres :		
-	272	
-	273	
Dépense de fonctionnement excluant les intérêts	274	257 900
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	275	925 000
Rendement espéré des actifs	276	(805 400)
Dépense d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	277	119 600
Dépense de fonctionnement de l'exercice	278	377 500
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	279	(1 594 100)
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	280	(805 400)
Gain (perte) survenu(e) dans l'exercice sur le rendement des actifs	281	(2 399 500)
Gain (perte) survenu(e) dans l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	282	(64 200)
Prestations versées au cours de l'exercice	283	638 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 250)	284	15 690 400
Part de la valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constituée de titres de créances émis par l'organisme municipal	285	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	286	
Hypothèses d'évaluation actuarielle de comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	287	5,81 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	288	5,81 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	289	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	290	2,25 %

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2008**

	<u>2008</u>		<u>2007</u>
Hypothèses d'évaluation actuarielle de comptabilisation (suite)			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	291	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	292	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	293		
Autres hypothèses économiques :			
-	294		
-	295		

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite		Régimes d'avantages complémentaires de retraite		Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	296		297	298	

Description des régimes et autres renseignements tels la formule de prestations et les modifications/événements survenus au cours de l'exercice

	<u>2008</u>		<u>2007</u>
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs			
Passif au début de l'exercice	299 ()
Dépense de fonctionnement	300		
Prestations ou primes versées par l'employeur	301		
Passif à la fin de l'exercice	302 ()
Situation actuarielle aux fins de comptabilisation			
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	303 ()
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	304		
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	305 ()
Dépense de fonctionnement			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	306		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	307		
	308		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	309 ()
	310		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	311		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	312		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	313		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	314		
Autres :			
-	315		
-	316		
Dépense de fonctionnement excluant les intérêts	317		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	318		
Dépense de fonctionnement de l'exercice	319		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2008**

	<u>2008</u>	<u>2007</u>
Informations complémentaires		
Gain (perte) survenu(e) dans l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	320	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	321	
Hypothèses d'évaluation actuarielle de comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	322	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	323	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	324	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	325	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	326	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	327	
Autres hypothèses économiques :		
-	328	
-	329	

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 330 _____

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2008</u>	<u>2007</u>
Dépense de fonctionnement		
Cotisations de l'employeur	331	

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 332 _____

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2008</u>	<u>2007</u>
Dépense de fonctionnement		
Cotisations de l'employeur	333	

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)

334 Oui
335 Non

	<u>2008</u>	<u>2007</u>
Nombre d'élus participants à la fin de l'exercice	336	
S16-14		16-14

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2008**

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., c. R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes interemployeurs administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la dépense encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		<u>2008</u>	<u>2007</u>
Cotisations des élus au RREM	337		
Dépense de fonctionnement			
Contributions de l'employeur au RREM	338		
Contributions de l'employeur à titre de participation au Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM)	339	6 267	6 701
	340	<u>6 267</u>	<u>6 701</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2008**

21. Fonds de roulement

S.O.

22. Engagements contractuels

Collecte et transport des déchets

La ville s'est engagée en vertu d'un contrat d'une durée d'un an échéant en décembre 2009 avec une année d'option de renouvellement au gré de la ville pour la collecte, le transport et la disposition régulière des déchets domestiques. Le montant net à verser relativement à ce contrat au cours du prochain exercice s'élève à 272 754\$.

Collecte sélective des matières secondaires recyclables

La ville s'est engagée en vertu d'un contrat d'une durée d'un an échéant en mars 2009 pour la collecte sélective, le transport et la disposition régulière des matières secondaires recyclables. Le montant net à verser relativement à ce contrat au cours du prochain exercice s'élève à 12 881\$.

De plus, la Ville de Hampstead a accepté l'offre d'un fournisseur pour la collecte et le transport des matières secondaires récupérables sur son territoire pour la période du 1er avril 2009 au 31 mars 2012 avec deux (2) options de renouvellement, pour un coût total annuel n'excédant pas 82 269\$ taxes incluses.

23. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

S.O.

b) Auto-assurance

S.O.

c) Poursuites

Diverses réclamations et poursuites judiciaires estimées à plus de 608 262\$ ont été entreprises contre la ville. La majorité de ces réclamations a été transmise aux assureurs de la ville qui en ont pris fait et cause pour un montant estimatif de 577 262\$. Au moment de la mise au point définitive des états financiers, il était impossible de prévoir l'issue de ces dossiers juridiques. Une provision de 188 500\$, représentant principalement les franchises à payer par la ville, a été prise aux états financiers. Advenant un accueil favorable de certaines de ces réclamations à un montant supérieur au montant provisionné, la franchise et/ou réclamation serait imputée aux résultats de l'exercice alors en cours.

Une autre cause concernant la RIDGIM est actuellement devant les tribunaux. La quote-part de la ville a été évaluée à 309 581\$ et a été enregistrée aux livres.

d) Autres

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2008**

24. Autres notes

États financiers

Pour fins de comparaison avec les réalisations de l'exercice terminé le 31 décembre 2008, certaines données du budget 2008 et des réalisations 2007 ont été reclassées.

**DÉPENSES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2008**

		2008				Total	2007
		Dépenses de fonctionnement		Dépenses d'immobilisations			
Rémunération							
Élus	1	112 143			43	112 143	110 376
Employés	2	4 345 053	27		44	4 345 053	4 172 103
Cotisations de l'employeur							
Élus	3	7 994			45	7 994	14 277
Employés	4	896 904	28		46	896 904	917 472
Transport et communication							
	5	230 128	29		47	230 128	226 525
Services professionnels, techniques et autres							
Honoraires professionnels	6	116 832	30		48	116 832	245 402
Services techniques	7	1 189 323	31		49	1 189 323	1 200 805
Autres	8	225 666	32		50	225 666	388 965
Location, entretien et réparation							
Location	9	218 909	33		51	218 909	115 544
Entretien et réparation	10	187 553			52	187 553	71 901
Biens durables							
Travaux de construction	11		34	2 666 468	53	2 666 468	1 934 987
Autres biens durables	12		35	860 788	54	860 788	678 161
Biens non durables							
Fournitures de services publics	13	527 050			55	527 050	580 077
Autres biens non durables	14	993 789			56	993 789	1 013 319
Frais de financement							
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge							
De l'organisme municipal	15	538 160			57	538 160	483 421
D'autres organismes municipaux	16				58		
Des gouvernements du Québec et du Canada et de leurs entreprises	17				59		
D'autres tiers	18				60		
Autres frais de financement	19	119 600	36		61	119 600	56 100
Contributions à des organismes							
Organismes municipaux							
Quotes-parts	20	272 387			62	272 387	272 785
Autres	21		37		63		
Organismes gouvernementaux	22		38		64		
Autres organismes	23	1 825	39		65	1 825	1 050
Autres objets							
Créances douteuses ou irrécouvrables	24	13 305	40		66	13 305	1 255
Autres	25	1 325 718	41		67	1 325 718	2 815 298
	26	11 322 339	42	3 527 256	68	14 849 595	15 299 823

**DETTE À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2008**

A) OBLIGATIONS ET BILLETS

<u>Émission</u>					<u>Solde</u>			
<u>Date</u>	<u>Description</u>	<u>Montant</u>	<u>Taux d'intérêt</u>	<u>Échéance</u>	<u>2008</u>	<u>2007</u>		
MONNAIE CANADIENNE								
2006-08-08	Règlement 748	900 000	4,45	2011	567 400	737 900		
2006-12-12	Règlement 725, 749	2 228 000	3,9	2011	1 966 000	2 100 000		
2006-04-19	Règl. Bridge 701, 720, 2006-47	6 397 000	4,15	2011	5 588 000	6 002 000		
2007-04-16	Règlement 753, 754	2 692 000	4	2012	2 606 000	2 692 000		
2007-08-14	Règlement 756, 85-5-009	733 710	4,85	2012	645 200	733 710		
2008-04-29	Règlement 763	897 300	4,69	2013	897 300			
2008-10-28	Règlement 748-2	697 800	4,99	2013	697 800			
					<u>1</u>	<u>12 967 700</u>	<u>4</u>	<u>12 265 610</u>
MONNAIES ÉTRANGÈRES								
					<u>2</u>	<u>5</u>		
					<u>3</u>	<u>12 967 700</u>	<u>6</u>	<u>12 265 610</u>

ANNEXE B (suite)

**DETTE À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2008**

B) AUTRES DETTES À LONG TERME

Émission					Solde	
Date	Description	Montant	Taux d'intérêt	Échéance	2008	2007

MONNAIE CANADIENNE

1

4

MONNAIES ÉTRANGÈRES

2

5

3

6

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2008**

	Secteurs	Ensemble	Total
Dette à long terme (note 15)	1	18	12 967 700 35
Déduire			
Sommes accumulées pour le remboursement de la dette à long terme	2	19	36
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	3	20	37
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	4	21	38
Autres			
-	5	22	39
-	6	23	40
Ajouter			
Activités d'investissement à financer	7	24	41
Activités de fonctionnement à financer	8	25	42
Autres			
-	9	26	43
-	10	27	44
Endettement net à long terme	11	28	12 967 700 45
Quote-part dans la dette nette à long terme d'autres organismes			
Municipalité régionale de comté	12	29	46
Communauté métropolitaine	13	30	47
Autres organismes	14	31	48
	15	32	49
Endettement total net à long terme	16	33	12 967 700 50
Réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	17	34	51

INFORMATIONS SECTORIELLES
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2008

	Administration municipale	Organismes contrôlés	Éliminations	Consolidé
ACTIFS FINANCIERS				
Encaisse	1	31	61	91
Placements temporaires	2	32	62	92
Débiteurs	3	33	63	93
Prêts	4	34	64	94
Placements à long terme	5	35	65	95
Participations dans des entreprises municipales	6	36	66	96
Actif au titre des avantages sociaux futurs	7	37	67	97
Autres actifs financiers	8	38	68	98
	9	39	69	99
ACTIFS NON FINANCIERS				
Immobilisations corporelles	10	40	70	100
Propriétés destinées à la revente	11	41	71	101
Stocks de fournitures	12	42	72	102
Autres actifs non financiers	13	43	73	103
	14	44	74	104
	15	45	75	105
PASSIFS				
Découvert bancaire	16	46	76	106
Emprunts temporaires	17	47	77	107
Créditeurs et frais courus	18	48	78	108
Revenus reportés	19	49	79	109
Dette à long terme	20	50	80	110
Passif au titre des avantages sociaux futurs	21	51	81	111
Autres charges à payer	22	52	82	112
	23	53	83	113
AVOIR DES CONTRIBUABLES				
Surplus (déficit) accumulé	24	54	84	114
Réserves financières et fonds réservés	25	55	85	115
Montant à pourvoir dans le futur	26	56	86	116
	27	57	87	117
Investissement net dans les éléments d'actif à long terme	28	58	88	118
	29	59	89	119
	30	60	90	120

**INFORMATIONS SECTORIELLES
ACTIVITÉS FINANCIÈRES DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2008**

	Administration municipale	Organismes contrôlés	Éliminations	Total
Revenus				
Taxes	1		62	94
Paiements tenant lieu de taxes	2		63	95
Quotes-parts	3	33	64	96
Transferts	4	34	65	97
Services rendus	5	35	66	98
Imposition de droits	6	36	67	99
Amendes et pénalités	7	37	68	100
Intérêts	8	38	69	101
Autres revenus	9	39	70	102
	10	40	71	103
Dépenses de fonctionnement				
Administration générale	11	41	72	104
Sécurité publique	12	42	73	105
Transport	13	43	74	106
Hygiène du milieu	14	44	75	107
Santé et bien-être	15	45	76	108
Aménagement, urbanisme et développement	16	46	77	109
Loisirs et culture	17	47	78	110
Réseau d'électricité	18		79	111
Frais de financement	19	48	80	112
	20	49	81	113
Surplus (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	21	50	82	114
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22	51	83	115
Remboursement de la dette à long terme	23 ()	52 ()	84 ()	116 ()
	24	53	85	117
Affectations				
Activités d'investissement	25 ()	54 ()	86 ()	118 ()
Surplus (déficit) accumulé non affecté	26	55	87	119
Surplus accumulé affecté	27	56	88	120
Réserves financières et fonds réservés	28	57	89	121
Montant à pourvoir dans le futur	29	58	90	122
	30	59	91	123
	31	60	92	124
Surplus (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	32	61	93	125

**INFORMATIONS SECTORIELLES
DÉPENSES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2008**

		<u>Administration municipale</u>		<u>Organismes contrôlés</u>		Éliminations	Total
		Dépenses de fonctionnement	Dépenses d'immobilisations	Dépenses de fonctionnement	Dépenses d'immobilisations		
Rémunération							
Élus	1		24		47		61
Employés	2	15	25	38	48		62
Cotisations de l'employeur							
Élus	3		26		49		63
Employés	4	16	27	39	50		64
Transport et communication	5	17	28	40	51		65
Services professionnels, techniques et autres							
Honoraires professionnels	6	18	29	41	52		66
Services techniques	7	19	30	42	53		67
Autres	8	20	31	43	54		68
Location, entretien et réparation							
Location	9	21	32	44	55		69
Entretien et réparation	10		33		56		70
Biens durables							
Travaux de construction	11	22	34	45	57		71
Autres biens durables	12	23	35	46	58		72
Biens non durables							
Fournitures de services publics	13		36		59		73
Autres biens non durables	14		37		60		74

**INFORMATIONS SECTORIELLES
DÉPENSES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2008**

	<u>Administration municipale</u>		<u>Organismes contrôlés</u>		Éliminations	Total
	Dépenses de fonctionnement	Dépenses d'immobilisations	Dépenses de fonctionnement	Dépenses d'immobilisations		
Frais de financement						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	1					
D'autres organismes municipaux	2					
Des gouvernements du Québec et du Canada et de leurs entreprises	3					
D'autres tiers	4					
Autres frais de financement	5	13	24	32	43	55
Contributions à des organismes						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	6					
Autres	7	14	26	33	45	57
Organismes gouvernementaux	8	15	27	34	46	58
Autres organismes	9	16	28	35	47	59
Autres objets						
Créances douteuses ou irrécouvrables	10	17	29	36	48	60
Autres	11	18	30	37	49	61
	12	19	31	38	50	62

AUTRES RENSEIGNEMENTS VÉRIFIÉS

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR EXTERNE
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Conformément à l'article 108.2 de la Loi sur les cités et villes, nous avons procédé à une vérification visant à déterminer si, pour l'exercice terminé le 31 décembre 2008, le taux global de taxation réel de la Ville de Hampstead est conforme aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale portant sur le taux global de taxation. La responsabilité du respect de ces exigences légales incombe à la direction de la ville. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le respect de ces exigences légales en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que la ville a respecté les dispositions légales mentionnées ci-dessus. Ce type de vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui du respect des dispositions légales en cause. Elle comprend également l'appréciation du respect général des dispositions légales en cause, ainsi que l'évaluation, le cas échéant, des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction.

À notre avis, le taux global de taxation réel de la Ville de Hampstead pour l'exercice terminé le 31 décembre 2008 est établi, à tous les égards importants, conformément aux dispositions législatives précitées.

NOM DU CABINET
(Signature)

NOM DU VÉRIFICATEUR EXTERNE
(Signature)

NOM DU VÉRIFICATEUR EXTERNE
(Caractères d'imprimerie)

Goudreau Poirier inc.

LIEU Vaudreuil-Dorion

DATE 2009-03-13

Dernière modification avant dépôt : 2009-06-01 12:15:23

Dernière modification : 2009-06-01 12:15:23

Réservé au ministère

2 137 602	996 123	10 494 569	0,7811
-----------	---------	------------	--------

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2008**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1		<u>10 494 569</u>
Ajouter			
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., c. F-2.1) LFM	2		<u> </u>
Déduire			
a) Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)	3		
b) Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM ¹	4		
c) Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5		
d) Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6		
e) Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7		
f) Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative			
Montant relatif aux taxes foncières	8		
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u> </u>	10 <u> </u>
Revenus de taxes	11		<u>10 494 569</u>

¹. Régime d'impôt foncier avec taux variés.

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2008**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	10 494 569
------------------	---	------------

Ajouter

Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière (montant relatif aux taxes foncières)	2	
--	---	--

Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	3	
--	---	--

Total partiel	4	10 494 569
----------------------	---	------------

DéduireTaxes exclues en vertu de la réglementation¹

Taxes d'affaires	5	
------------------	---	--

Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
--	---	--

Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base ou du taux moyen ²	7	
--	---	--

Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	8	
--	---	--

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	10 494 569
---	----	------------

1. Articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM

2. Régime d'impôt foncier **avec** taux variés seulement.

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2008**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle ou ajustée au 1 ^{er} janvier 2008 ^{1, 2}	1	<u>1 341 260 001</u>
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle ou ajustée au 31 décembre 2008 ^{1, 2}	2	<u>1 345 954 701</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>1 343 607 351</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>10 494 569</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>1 343 607 351</u>

Taux global de taxation réel de 2008

(ligne 4 ÷ ligne 5) x 100 \$

6 , / 100 \$

ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES

À remplir uniquement si la municipalité applique la mesure de l'étalement de la variation des valeurs imposables découlant de l'entrée en vigueur du rôle (articles 253.27 à 253.35 LFM)

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2008 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2008 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	<u>_____</u>

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM, il s'agit de l'évaluation ajustée.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON VÉRIFIÉS

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2008**

TAXES	2008		2007	
	Budget	Réalisations	Réalisations	
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	9 966 638	10 023 017	11 783 422
Taxes spéciales pour le service de la dette	2			
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement	3			
Taxes spéciales pour les activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales pour le service de la dette	5			
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement	6			
Taxes spéciales pour les activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	9 966 638	10 023 017	11 783 422
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	589 021	471 552	413 100
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13			
Autres				
-	14			
-	15			
-	16			
Service de la dette	17			
Activités de fonctionnement	18			
Activités d'investissement	19			
	20	589 021	471 552	413 100
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	21			
Autres	22			
	23			
	24	10 555 659	10 494 569	12 196 522

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2008**

PAIEMENTS TENANT LIEU DE TAXES	2008		2007
	Budget	Réalisations	Réalisations
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	1		
Taxes d'affaires	2		
Autres taxes, compensations et tarification	3		
Compensations pour les terres publiques	4		
	5		
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	6		
Cégeps et universités	7		
Écoles primaires et secondaires	8	19 000	64 632
	9	19 000	73 366
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	10		
Taxes d'affaires	11		
Autres taxes, compensations et tarification	12		
Biens culturels classés	13		
	14		
	15	19 000	64 632
			73 366
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	16		
Taxes d'affaires	17		
Autres taxes, compensations et tarification	18		
	19		
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	20		
Autres taxes, compensations et tarification	21		
	22		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	23		
Autres	24		
	25		
	26	19 000	64 632
			73 366

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2008**

TRANSFERTS	2008		2007
	Budget	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal (PAFREM)	1		
Péréquation	2		
Réorganisation municipale	3		
Neutralité	4		
Diversification des revenus	5		
Compensation provenant de la taxe de vente du Québec	6		
Programme d'aide financière aux MRC	7		
Autres	8		
	9		
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS			
Administration générale	10		107 312
Sécurité publique			
Police	11		
Sécurité incendie	12		
Sécurité civile	13		
Autres	14		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	15	98 000	
Enlèvement de la neige	16		
Autres	17		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	18		
Transport adapté	19		
Transport scolaire	20		
Autres	21		
Transport aérien	22		
Transport par eau	23		
Autres	24	37 000	
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	25		
Réseau de distribution de l'eau potable	26		
Traitement des eaux usées	27		
Réseaux d'égout	28		
Matières résiduelles	29	305 963	38 197
Cours d'eau	30		
Protection de l'environnement	31		
Autres	32		

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2008**

TRANSFERTS (suite)	2008		2007
	Budget	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS			
Santé et bien-être			
Logement social	1		
Sécurité du revenu	2		
Autres	3		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	4		
Rénovation urbaine	5		
Promotion et développement économique	6		
Autres	7		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	8		
Activités culturelles			
Bibliothèques	9		
Autres	10		
Réseau d'électricité	11		
	12	135 000	413 275
			38 197
Total des transferts	13	135 000	413 275
			38 197

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2008

SERVICES RENDUS	2008		2007
	Budget	Réalizations	Réalizations
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX			
Administration générale			
Évaluation	1		
Autres	2		
	3		
Sécurité publique			
Police	4		
Sécurité incendie	5		
Sécurité civile	6		
Autres	7		
	8		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	9		
Enlèvement de la neige	10		
Autres	11	131 200	98 700
Transport collectif	12		
Autres	13		
	14	131 200	98 700
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	15		
Réseau de distribution de l'eau potable	16		
Traitement des eaux usées	17		
Réseaux d'égout	18		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques	19		
Matières secondaires	20		
Autres	21		
Cours d'eau	22		
Protection de l'environnement	23		
Autres	24		
	25		
Santé et bien-être			
Logement social	26		
Autres	27		
	28		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	29		
Rénovation urbaine	30		
Promotion et développement économique	31		
Autres	32		
	33		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	34		
Activités culturelles			
Bibliothèques	35		
Autres	36		
	37		
Réseau d'électricité	38		
	39	131 200	98 700

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2008**

SERVICES RENDUS (suite)	2008		2007
	Budget	Réalisations	Réalisations
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale	1		16 434
Sécurité publique	2		
Transport			
Réseau routier	3	4 745	12 846
Transport collectif			
Transport en commun			
Contributions des usagers			
Transport régulier	4		
Transport adapté	5		
Transport scolaire	6		
Autres revenus de transport collectif	7		
Autres	8	8 000	
Hygiène du milieu	9		
Santé et bien-être	10		
Aménagement, urbanisme et développement	11		
Loisirs et culture	12	555 246	521 719
Réseau d'électricité	13		
	14	563 246	550 999
Total des services rendus	15	563 246	649 699

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2008

		2008		2007
		Budget	Réalisations	Réalisations
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	1	132 500	176 996	141 495
Droits de mutation immobilière	2	650 000	742 662	788 291
Autres	3	9 000	4 300	4 750
	4	791 500	923 958	934 536
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	5	240 000	287 138	224 080
INTÉRÊTS				
	6	181 450	273 098	347 798
AUTRES REVENUS				
Cession d'immobilisations	7			49 900
Cession de propriétés destinées à la revente				
Immeubles industriels municipaux	8			
Autres	9			
Gain (perte) sur placements	10			
Contributions des promoteurs	11			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	12			
Contributions des organismes municipaux	13			
Autres	14		16 281	2 874
	15		16 281	52 774

**ANALYSE DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2008**

		2008		2007
		Budget	Réalisations	Réalisations
ADMINISTRATION GÉNÉRALE				
Conseil	1	163 780	160 548	173 383
Application de la loi	2			
Gestion financière et administrative	3	1 086 938	1 011 631	912 918
Greffe	4	204 134	184 038	202 411
Évaluation	5			
Gestion du personnel	6	312 267	325 351	249 237
Autres	7	1 400 328	1 769 839	3 396 612
	8	3 167 447	3 451 407	4 934 561
SÉCURITÉ PUBLIQUE				
Police	9			
Sécurité incendie	10			
Sécurité civile	11	650 460	623 176	601 754
Autres	12			
	13	650 460	623 176	601 754
TRANSPORT				
Réseau routier				
Voirie municipale	14	1 972 858	1 922 540	1 915 032
Enlèvement de la neige	15	516 788	853 978	728 717
Éclairage des rues	16	135 026	152 612	142 106
Circulation et stationnement	17	66 323	45 388	51 970
Transport collectif				
Transport en commun	18			
Opération du réseau	19			
Entretien des véhicules	20			
Entretien des bâtisses et des autres actifs	21			
Autres	22			
Transport aérien	23			
Transport par eau	24			
Autres	25	41 356	8 073	17 807
	26	2 732 351	2 982 591	2 855 632
HYGIÈNE DU MILIEU				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	27		328 027	351 900
Réseau de distribution de l'eau potable	28	546 848	286 331	229 443
Traitement des eaux usées	29			
Réseaux d'égout	30	173 331	70 399	141 626
Matières résiduelles				
Déchets domestiques				
Cueillette et transport	31	491 497	505 088	532 240
Élimination	32			
Matières secondaires				
Cueillette et transport	33			
Traitement	34			
Élimination des matériaux secs	35			
Plan de gestion	36			
Cours d'eau	37			
Protection de l'environnement	38			
Autres	39	28 045	49 374	25 424
	40	1 239 721	1 239 219	1 280 633

**ANALYSE DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2008**

		2008		2007
		Budget	Réalisations	Réalisations
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE				
Logement social	1		137 555	127 391
Sécurité du revenu	2			
Autres	3			
	4		137 555	127 391
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT				
Aménagement, urbanisme et zonage	5	176 274	160 975	159 660
Rénovation urbaine				
Biens patrimoniaux	6			
Autres biens	7			
Promotion et développement économique				
Industries et commerces	8			
Tourisme	9			
Autres	10			
Autres	11			
	12	176 274	160 975	159 660
LOISIRS ET CULTURE				
Activités récréatives				
Centres communautaires	13	626 191	597 422	596 473
Patinoires intérieures et extérieures	14	120 567	142 782	139 630
Piscines, plages et ports de plaisance	15	142 346	128 932	131 700
Parcs et terrains de jeux	16	1 150 602	963 201	978 037
Parcs régionaux - gestion et exploitation	17			
Expositions et foires	18			
Autres	19	37 302	23 347	26 245
	20	2 077 008	1 855 684	1 872 085
Activités culturelles				
Centres communautaires	21			
Bibliothèques	22	70 000	79 539	161 925
Patrimoine				
Musées et centres d'exposition	23			
Autres ressources du patrimoine	24			
Autres	25	94 804	134 433	153 513
	26	164 804	213 972	315 438
	27	2 241 812	2 069 656	2 187 523
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ				
	28			
FRAIS DE FINANCEMENT				
Dettes à long terme				
Intérêts	29	448 926	517 613	462 048
Autres frais	30		20 547	21 373
Autres frais de financement				
Avantages sociaux futurs	31		119 600	56 100
Autres	32			
	33	448 926	657 760	539 521

**ANALYSE DES DÉPENSES DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2008**

		2008		2007
		Budget	Réalisations	Réalisations
Administration générale				
Application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	319 000	67 416	72 833
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9			
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12			
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17		137 555	127 391
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22		67 416	72 561
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	319 000	272 387	272 785

**ANALYSE DES DÉPENSES D'IMMOBILISATIONS SELON LEUR NATURE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2008**

		Administration municipale		Organismes contrôlés		Éliminations		Total consolidé
IMMOBILISATIONS CORPORELLES								
Infrastructures								
Usines de traitement de l'eau potable	1		23		45		67	
Conduites d'eau potable	2		24		46		68	
Usines et bassins d'épuration	3		25		47		69	
Conduites d'égout	4	224 683	26		48		70	224 683
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		27		49		71	
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	1 931 826	28		50		72	1 931 826
Ponts, tunnels et viaducs	7		29		51		73	
Système d'éclairage des rues	8	223 023	30		52		74	223 023
Aires de stationnement	9		31		53		75	
Parcs et terrains de jeux	10	25 729	32		54		76	25 729
Autres infrastructures	11	78 587	33		55		77	78 587
Réseau d'électricité	12		34		56		78	
Bâtiments								
Édifices administratifs	13	77 449	35		57		79	77 449
Édifices communautaires et récréatifs	14	105 171	36		58		80	105 171
Améliorations locatives	15		37		59		81	
Véhicules								
Véhicules de transport en commun	16		38		60		82	
Autres	17	100 640	39		61		83	100 640
Ameublement et équipement de bureau	18	55 502	40		62		84	55 502
Machinerie, outillage et équipement divers	19	677 413	41		63		85	677 413
Terrains	20		42		64		86	
Autres	21	27 233	43		65		87	27 233
	22	3 527 256	44		66		88	3 527 256

**FONDS DE ROULEMENT
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2008**

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	_____
Augmentation		
À même le surplus accumulé	2	_____
Par l'imposition d'une taxe spéciale ou d'un règlement d'emprunt	3	_____
	4	_____
Diminution	5	_____
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	6	_____

**FINANCEMENT DES PROJETS EN COURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2008**

		Projets en cours au 1 ^{er} janvier		Redressement aux exercices antérieurs (note 3)		Revenus, financement et affectations		Dépenses d'immobilisations et autres investissements		Projets fermés		Projets en cours au 31 décembre
Revenus, financement et affectations	1	3 055 440	2		3	3 049 698			4	6 105 138	5	
Dépenses d'immobilisations et autres investissements	6	2 662 462	7					3 538 171	9	5 975 950	10	224 683
	11	392 978	12		13	3 049 698	14	3 538 171	15	129 188	16	(224 683)

Répartition

Revenus, financement et affectations non utilisés	17	392 978									18	
Dépenses d'immobilisations et autres investissements à financer	19										20	224 683
	21	392 978									22	(224 683)

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2008**

		Solde au 1 ^{er} janvier		Redressement aux exercices antérieurs (note 3)		Règlements d'emprunt fermés Activités de fonctionnement		Activités d'in- vestissement		Utilisation de l'exercice		Transferts		Solde au 31 décembre
Montant non réservé	23	77 921	24		25	17 506	26	129 188	27		28		29	224 615
Montant réservé pour le service de la dette	30		31		32		33		34		35		36	
	37	77 921	38		39	17 506	40	129 188	41		42		43	224 615

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2008**

		Dépenses de fonction- nement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Coût brut	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Administration générale											
Évaluation	1		26		51		76		101		126
Autres	2	3 451 407	27	66 778	52	3 518 185	77		102	3 518 185	152 535
	3	3 451 407	28	66 778	53	3 518 185	78		103	3 518 185	152 535
Sécurité publique											
Police	4		29		54		79		104		129
Sécurité incendie	5		30		55		80		105		130
Sécurité civile	6	623 176	31	90 565	56	713 741	81		106	713 741	44 721
Autres	7		32		57		82		107		132
	8	623 176	33	90 565	58	713 741	83		108	713 741	44 721
Transport											
Réseau routier											
Voirie municipale	9	1 922 540	34	244 299	59	2 166 839	84	4 745	109	2 162 094	120 718
Enlèvement de la neige	10	853 978	35	108 458	60	962 436	85		110	962 436	53 593
Autres	11	198 000	36	49 724	61	247 724	86	131 200	111	116 524	24 540
Transport collectif	12		37		62		87		112		137
Autres	13	8 073	38		63	8 073	88		113	8 073	138
	14	2 982 591	39	402 481	64	3 385 072	89	135 945	114	3 249 127	198 851
Hygiène du milieu											
Eau et égout											
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	15	328 027	40		65	328 027	90		115	328 027	140
Réseau de distribution de l'eau potable	16	286 331	41	145 007	66	431 338	91		116	431 338	71 629
Traitement des eaux usées	17		42		67		92		117		142
Réseaux d'égout	18	70 399	43	303 716	68	374 115	93		118	374 115	149 985
Matières résiduelles											
Déchets domestiques	19	505 088	44	551	69	505 639	94		119	505 639	269
Matières secondaires	20		45		70		95		120		145
Autres	21		46		71		96		121		146
Cours d'eau	22		47		72		97		122		147
Protection de l'environnement	23		48		73		98		123		148
Autres	24	49 374	49	5 477	74	54 851	99		124	54 851	2 691
	25	1 239 219	50	454 751	75	1 693 970	100		125	1 693 970	224 574

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2008**

		Dépenses de fonction- nement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Coût brut	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Santé et bien-être											
Logement social	1	137 555	16	31	137 555	46	61	137 555	76		
Sécurité du revenu	2		17	32		47	62		77		
Autres	3		18	33		48	63		78		
	4	137 555	19	34	137 555	49	64	137 555	79		
Aménagement, urbanisme et développement											
Aménagement, urbanisme et zonage	5	160 975	20	4 269	165 244	50	65	165 244	80	2 099	
Rénovation urbaine	6		21	36		51	66		81		
Promotion et développement économique	7		22	37		52	67		82		
Autres	8		23	38		53	68		83		
	9	160 975	24	4 269	165 244	54	69	165 244	84	2 099	
Loisirs et culture											
Activités récréatives	10	1 855 684	25	70 844	1 926 528	55	567 024	70	1 359 504	85	34 980
Activités culturelles											
Bibliothèques	11	79 539	26	41	79 539	56	12 734	71	66 805	86	
Autres	12	134 433	27	42	134 433	57	72	134 433	87		
	13	2 069 656	28	70 844	2 140 500	58	579 758	73	1 560 742	88	34 980
Réseau d'électricité											
	14		29	44		59	74		89		
	15	10 664 579	30	1 089 688	11 754 267	60	715 703	75	11 038 564	90	657 760

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2008**

	Effectifs personnes/ année ¹	Semaine normale (heures)	Rémunération	Cotisations de l'employeur	Total					
Administration municipale										
Cadres et contremaîtres	1	23,50	11	35	18	1 427 346	28	293 536	38	1 720 882
Professionnels	2		12		19		29		39	
Cols blancs	3	31,00	13	35	20	1 029 610	30	213 142	40	1 242 752
Cols bleus	4	47,70	14	36	21	1 888 097	31	390 226	41	2 278 323
Policiers	5		15		22		32		42	
Pompiers	6		16		23		33		43	
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7		17		24		34		44	
Élus	8	102,20			25	4 345 053	35	896 904	45	5 241 957
	9	7,00			26	112 143	36	7 994	46	120 137
	10	109,20			27	4 457 196	37	904 898	47	5 362 094

1. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1) le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Ainsi, certaines informations relatives à la rémunération et aux cotisations de l'employeur sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DE L'ACTIVITÉ EAU ET ÉGOUT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2008**

	Revenus de transfert				Total
	Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada		
	Fonctionnement	Investissement			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	48	52	56	60	
Réseau de distribution de l'eau potable	49	53	57	61	
Traitement des eaux usées	50	54	58	62	
Réseaux d'égout	51	55	59	63	

**ANALYSE DES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2008**

Énumération des régimes	Catégories d'employés couverts							Nombre de personnes couvertes			Taux de cotisation pour les services courants		Date de la plus récente évaluation actuarielle
	Cocher chaque catégorie ¹ touchée							Salariés actifs	Anciens salariés ayant droit à des prestations	Retraités, prestataires ou bénéficiaires			
	1	2	3	4	5	6	7				Salariés	Employeur	
A) Régimes capitalisés d'avantages sociaux futurs à prestations déterminées													
- Regime de retraite	X	X		X		X	X	88	14	55			
-													
-													
-													
-													
-													
-													
-													
								1 88	2 14	3 55			
B) Régimes non capitalisés d'avantages sociaux futurs à prestations déterminées													
-													
-													
-													
-													
-													
-													
								4	5	6			
C) Régimes de retraite à cotisations déterminées													
-													
-													
-													
-													
								7	8				
D) Autres régimes (REER, autres) en excluant les régimes de retraite des élus municipaux													
-													
-													
-													
-													
								9	10	11			

1. Catégories d'employés : 1- Cols bleus, 2- Cols blancs, 3- Professionnels, 4- Cadres, 5- Policiers, 6- Pompiers, 7- Autres.

**ANALYSE DES ACTIVITÉS FINANCIÈRES DE FONCTIONNEMENT
À DES FINS FISCALES DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2008**

	2008		2007
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Dépenses de fonctionnement			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
	12		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	13	() () ()	
	14		
Surplus (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	15		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16		
Remboursement de la dette à long terme	17	() () ()	
	18		
Affectations			
Activités d'investissement	19	() () ()	
Surplus (déficit) accumulé non affecté	20		
Surplus accumulé affecté	21		
Réserves financières et fonds réservés	22		
Montant à pourvoir dans le futur	23		
	24		
	25		
Surplus (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	26		

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2008

Taxes sur la valeur foncière	Du 100 \$ d'évaluation
Taxes générales	
Taxe foncière générale (taux unique)	1 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxe foncière générale (taux variés)	
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> 0 , <input type="text"/> 7 <input type="text"/> 4 <input type="text"/> 3 <input type="text"/> 1 \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> 0 , <input type="text"/> 7 <input type="text"/> 8 <input type="text"/> 4 <input type="text"/> 1 \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles industriels	5 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6 <input type="text"/> <input type="text"/> 1 , <input type="text"/> 4 <input type="text"/> 8 <input type="text"/> 6 <input type="text"/> 2 \$
Catégorie des immeubles agricoles	7 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
<hr/>	
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)	
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles industriels	12 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles agricoles	14 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
<hr/>	
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)	
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles industriels	19 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles agricoles	21 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
<hr/>	
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)	
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles industriels	26 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles agricoles	28 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$

**TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2008**

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels

(Montant fixe)

		Par unité de logement	
Eau	1	[] [] [] , [] []	\$
Égout	2	[] [] [] , [] []	\$
Eau et égout	3	[] [] [] , [] []	\$
Traitement des eaux usées	4	[] [] [] , [] []	\$
Matières résiduelles	5	[] [] [] , [] []	\$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 [] [] , [] [] [] [] %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Tarification de la consommation d'eau	2,1500	7	du 1000 gallons (impér)

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2008**

	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8) ?	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2008	3	_____	\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2008 des engagements en vertu du règlement concerné	4	_____	\$
2. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1) ?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	7	_____	\$
b) autres formes d'aide	8	_____	\$
3. La municipalité a-t-elle appliqué les mesures fiscales suivantes ?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	9 <input checked="" type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CMQ ou des articles 487.1 et 487.2 LCV	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>
b) Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM (taux variés)	14 <input type="checkbox"/>	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>
c) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour le rôle d'évaluation foncière	17 <input type="checkbox"/>	18 <input checked="" type="checkbox"/>	
- Pour le rôle de la valeur locative	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>	
d) Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	23 <input type="checkbox"/>
e) Majoration en vertu de l'article 253.51 LFM	24 <input type="checkbox"/>	25 <input checked="" type="checkbox"/>	26 <input type="checkbox"/>
4. La municipalité a-t-elle appliqué la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM) ?	27 <input type="checkbox"/>	28 <input checked="" type="checkbox"/>	
5. La municipalité a-t-elle offert le paiement des taxes en plusieurs versements (art. 252 LFM) ?	29 <input checked="" type="checkbox"/>	30 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le nombre de versements.	31	2	

**QUESTIONNAIRE (SUITE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2008**

	OUI	NON	S.O.
6. Est-ce que le rapport financier est consolidé ? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne d'organismes contrôlés faisant partie du périmètre comptable.	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
7. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2008 pour des exploitations agricoles enregistrées ? Si oui, indiquer le montant.	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
	5 _____		\$
8. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique ? Si oui, indiquer le montant.	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	
	8 _____		\$
9. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret ?	9 _____		10 <input checked="" type="checkbox"/>

AUTRES DONNÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2008

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 5569 chemin Queen Mary road
 (no) (rue)
Hampstead H3X 1W5
 (Municipalité) (Code postal)

Téléphone (514) 369-8200
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 369-8229
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel rsun@hampstead.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Charles Ohayon

Téléphone (514) 369-6430
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 369-8229
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel cohayon@hampstead.qc.ca

VÉRIFICATEUR EXTERNE

Nom Goudreau Poirier inc.

Titre Comptables agées

Adresse 476, avenue Saint-Charles, bureau 102
 (no) (rue)
Vaudreuil-Dorion J7V 2N6
 (Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 455-7202
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 455-9780
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel jocelyne.poirier@goudreaupoirier.com

Responsable du dossier Jocelyne Poirier, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
 (no) (rue)
 _____ (Municipalité) _____ (Code postal)

Téléphone _____
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

CERTIFICAT SUR LA RICHESSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2010

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2008

1

Facteur comparatif

2

Valeur uniformisée

3 _____

CERTIFICAT DU GREFFIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIERJe soussigné(e), _____
(Nom)_____
(Fonction)

déclare que les renseignements ci-dessus concernant la richesse foncière de la municipalité aux fins de
la péréquation de 2010 sont exacts.

(Signature)_____
(Date)

Dernière modification avant dépôt : 2009-06-01 12:15:23

Dernière modification : 2009-06-01 12:15:23

Réservé au ministère

2 137 602	996 123	10 494 569	0,7811
-----------	---------	------------	--------

CONFIRMATION DE LA TRANSMISSION ÉLECTRONIQUE

Je soussigné(e), _____, atteste que le rapport financier de
 _____ (Nom)
 Hampstead _____ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2008,
 _____ (Nom de l'organisme)
 déposé lors de la séance du conseil du _____, a été transmis de façon électronique
 _____ (Date)
 au ministère des Affaires municipales et des Régions le _____.
 _____ (Date)

Cette transmission a été effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Le surplus (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales à
 la page S11 ligne 32 est de 996 123 \$

Les revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel à
 la page S29 ligne 4 sont de 10 494 569 \$

Signature _____ Titre _____

Date _____

Téléphone _____ Télécopieur _____
 (Ind. rég.) (Numéro) (Ind. rég.) (Numéro)

Dernière modification avant dépôt : 2009-06-01 12:15:23

Dernière modification : 2009-06-01 12:15:23

Réservé au ministère

2 137 602	996 123	10 494 569	0,7811
-----------	---------	------------	--------

RAPPORT FINANCIER 2008 - MUNICIPALITÉS LOCALES

Transmission électronique

- Rendez-vous, à partir de la table des matières, à la page S61 « Confirmation de la transmission électronique »;
- Assurez-vous que votre document est finalisé et valide; faites les corrections au besoin;
- Appuyez sur le bouton « Déposer »;
- Suivez les étapes à l'écran;
- Transmettez au ministère des Affaires municipales et des Régions les versions « papier » dûment complétées et signées des documents suivants :

1. Rapport du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier (page S5);
2. Rapport du vérificateur externe sur les états financiers (page S7);
3. Rapport du vérificateur général sur les états financiers (page S7.1);
(pour les municipalités de 100 000 habitants et plus)
4. Rapport du vérificateur externe ou général sur le taux global de taxation réel (page S26);
5. Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2010 (page S60);
(pour les municipalités qui reçoivent des revenus en vertu de l'article 222 LFM)
6. Confirmation de la transmission électronique (page S61).

- L'envoi de ces documents doit être fait au :

Service de l'information financière et de la vérification
Ministère des Affaires municipales et des Régions
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau, 1^{er} étage
Québec (Québec) G1R 4J3

Vous n'avez pas à transmettre le formulaire du rapport financier version « papier ». Le ministère des Affaires municipales et des Régions considère comme officiel le document transmis électroniquement lorsque les documents « papier », spécifiés ci-dessus, sont reçus.

Attention

Avant d'envoyer les documents « papier » ci-haut mentionnés, veuillez vous assurer de la concordance des quatre (4) chiffres preuves et de la date et de l'heure de la dernière modification apparaissant dans le bas des pages, avec ceux du document financier électronique que vous allez transmettre. La validation de ces informations procure au Ministère l'assurance que la version électronique qu'il détient correspond à celle qui a fait l'objet de l'attestation. Veuillez vous référer à l'exemple ci-dessous pour en connaître la signification.

Exemple :

A) 7 200 000 B) 6 800 000 C) 6 500 000 D) 1,4444

- A) Surplus (déficit) accumulé (page S8 ligne 24)
B) Surplus (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales (page S11 ligne 32)
C) Revenus admissibles TGT réel (page S29 ligne 4)
D) Taux global de taxation réel de 2008 (page S29 ligne 6)